SOUS EMBARGO JUSQU'AU 21 OCTOBRE 2026 À 9 H (EDT)

La France se classe 23e sur 143 pays dans l'indice WJP de l'État de droit

- *L'indice WJP de l'État de droit® 2026* révèle que les pratiques autoritaires se sont ancrées
- L'ingérence croissante du gouvernement et les reculs en matière de liberté d'expression et de participation exigent une attention urgente
- Le score de la France a baissé ; le pays se classe 17e sur 31 au niveau régional

WASHINGTON (21 octobre 2026) – Le recul mondial de l'État de droit persiste, selon le nouvel ***indice de l'État de droit® 2026 du WJP***, publié aujourd'hui par le World Justice Project (WJP). Bien que le nombre de pays ayant reculé cette année soit inférieur à celui de l'année dernière, le bilan mondial reste profondément inégal : les reculs (62 %) continuent de l'emporter sur les améliorations, y compris en France.

Le score global de la France en matière d'État de droit a baissé de 1 % dans l'indice de cette année. Elle se classe 23e sur 143 pays dans le monde.

Au niveau régional, la France se classe 17e sur 31 pays de l'Union européenne, de l'Association européenne de libre-échange et d'Amérique du Nord.* Le pays le mieux classé de la région est le Danemark (1er sur 143 au niveau mondial), suivi de la Norvège et de la Finlande. Les trois pays affichant les scores les plus faibles de la région sont la Grèce, la Bulgarie et la Hongrie (78e au niveau mondial).

Au cours de l'année écoulée, 17 des 31 pays de l'Union européenne, de l'Association européenne de libre-échange et d'Amérique du Nord ont vu leur score baisser. Parmi ces 17 pays, 15 avaient également enregistré une baisse l'année précédente.

Le Canada, le Royaume-Uni et la plupart des pays de l'UE sont restés globalement stables, sans amélioration ni recul significatifs.

S'il est encore trop tôt pour se prononcer sur la Hongrie, la Pologne est en tête de la reprise mondiale : elle a enregistré la plus forte progression mondiale sur trois ans, avec une hausse de 4,22 % depuis 2023, à mesure que les contre-pouvoirs démocratiques et les garanties institutionnelles commençaient à se rétablir.

Parmi les pays à revenu élevé, la France se classe 23e sur 51.**

La France et les tendances mondiales

L'autoritarisme n'est plus une tendance émergente : il s'est désormais ancré. Plus de 86 % des pays ont connu un recul soutenu, sur cinq ans, d'au moins un des garde-fous contre le régime autoritaire : **les limites imposées aux pouvoirs du gouvernement, la transparence gouvernementale** ou **les droits fondamentaux**. La France en fait partie.

Les libertés essentielles à l'espace civique, au débat public et au contrôle des pouvoirs publics s'amenuisent dans la plupart des pays :

- **La « liberté d'opinion et d'expression »** a reculé dans **64 %** des pays, y compris en France.
- **La « liberté de réunion et d'association »** a reculé dans **67 %** des pays, y compris en France.
- **La « participation civique »** a reculé dans **65 %** des pays, y compris en France.

Tant dans le système pénal que dans le système civil, **les pressions et ingérences indues de l'exécutif** sont devenues les principaux moteurs de la dégradation institutionnelle. **La justice civile** s'est affaiblie dans **64 %** des pays et **la justice pénale** dans **58 %**, **l'influence indue du gouvernement** s'imposant comme un facteur central dans ces deux domaines. Les pouvoirs judiciaires perdent également du terrain face aux empiétements de l'exécutif de manière plus générale : **les pouvoirs du gouvernement limités par le pouvoir judiciaire** ont diminué dans **63 %** des pays. La France en fait partie.

Cependant, **la justice civile devient plus accessible, plus abordable et plus équitable :**

- **« L'accès à la justice civile et son caractère abordable »** se sont améliorés dans 54 **%** des pays, mais pas en France.
- **« L'absence de discrimination dans la justice civile »** s'est améliorée dans **52 %** des pays, mais pas en France.

Les données de l'indice montrent que **la prospérité économique, la stabilité des prix et un faible risque de crédit se concentrent** dans les pays dotés d'un État de droit solide :

- **PIB par habitant** : les pays dont le PIB par habitant est supérieur à la moyenne mondiale (14 406 dollars) obtiennent un score de 0,68 ou plus dans *l'indice WJP de l'État de droit*.
- **Inflation** : les pays dont le taux d'inflation est inférieur à la médiane (3,23 %) affichent un score de 0,60 ou plus dans l'indice.
- **Notations souveraines** : les pays bénéficiant d'une notation souveraine de qualité « investment grade » (de AAA à BBB) affichent des scores de 0,66 ou plus dans l'indice.

En 2026, le score global de la France est de 0,72.

Classement mondial

Au niveau mondial, le pays en tête du classement *de l'indice WJP de l'État de droit* 2026 est le Danemark, suivi de la Norvège, de la Finlande, de la Suède et du Luxembourg. Le pays ayant le score le plus bas est le Venezuela, suivi de l'Afghanistan, d'Haïti, du Cambodge et du Nicaragua.

Classement de la France dans l'indice WJP de l'État de droit

Classement mondial selon le score global : 23e sur 143
Classement régional selon le score global : 17e sur 31

Classement par facteur :

FACTEUR	CLASSEMENT MONDIAL	CLASSEMENT RÉGIONAL*	CLASSEMENT PAR NIVEAU DE REVENU**
Limites des pouvoirs de l'État	25/143	18/31	25/51
Absence de corruption	22/143	15/31	22/51
Gouvernement ouvert	18/143	15/31	18/51
Droits fondamentaux	29/143	21/31	29/51
Ordre et sécurité	48/143	27/31	38/51
Application de la réglementation	21/143	15/31	21/51
Justice civile	27/143	17/31	27/51
Justice pénale	27/143	20/31	27/51

(1 correspond au meilleur rang dans le classement de l'indice WJP de l'État de droit*)*

Pour consulter les résultats de la France sur l'ensemble des 44 sous-facteurs mesurés par l'indice, rendez-vous sur : www.worldjusticeproject.org/rule-of-law-index/country/2026/France

Découvrez le classement complet et les conclusions de* l'indice de l'État de droit 2026 du World Justice Project (WJP) *à l'adresse suivante : www.worldjusticeproject.org/index/.

###

- Retrouvez ici les graphiques (classements régionaux, classements mondiaux et cartes comparatives).
- Retrouvez ici les communiqués de presse des 143 pays, classés par région.

À propos de l'indice de l'État de droit du WJP :

L'indice de l'État de droit® du World Justice Project (WJP) est la principale source mondiale de données originales et indépendantes sur l'État de droit. Sa méthodologie rigoureuse s'appuie sur des enquêtes menées auprès d'experts et de ménages pour évaluer l'État de droit dans 143 pays et juridictions, couvrant 95 % de la population mondiale.

L'indice s'appuie sur plus de 215 000 enquêtes auprès des ménages et 3 400 enquêtes auprès de praticiens et d'experts pour évaluer la manière dont l'État de droit est vécu et perçu à travers le monde. Publié chaque année depuis 2009, l'indice est utilisé par les gouvernements, les organisations multilatérales, les entreprises, le monde universitaire, les médias et les organisations de la société civile.

À propos du World Justice Project :
Le World Justice Project (WJP) est une organisation indépendante, non partisane et multidisciplinaire qui œuvre à la production de connaissances, à la sensibilisation et à la mobilisation en faveur de l'avancement de l'État de droit dans le monde entier.

*Pays et juridictions évalués dans l'Union européenne, l'Association européenne de libre-échange et l'Amérique du Nord : Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Croatie, Chypre, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, République slovaque, Slovénie, Espagne, Suède, Royaume-Uni, États-Unis

**Pays et juridictions à revenu élevé : Antigua-et-Barbuda, Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Bulgarie, Canada, Chili, Costa Rica, Croatie, Chypre, Tchéquie, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Guyana, Hong Kong, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Koweït, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Panama, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Russie, Singapour, République slovaque, Slovénie, Corée du Sud, Espagne, Saint-Kitts-et-Nevis, Suède, Trinité-et-Tobago, Émirats arabes unis, Royaume-Uni, États-Unis, Uruguay